

3 Revenu et épargne des ménages

En 2016, le revenu disponible brut (RDB) des ménages augmente de 1,7 % en valeur, après + 1,1 % en 2015. Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale baisse (− 0,1 %) pour la première fois depuis 2009, si bien que le pouvoir d'achat du revenu disponible connaît sa plus forte hausse (+ 1,8 %) depuis 2007. Cette évolution est mesurée sur l'ensemble des ménages. Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel (pouvoir d'achat par unité de consommation) accélère nettement (+ 1,4 % après + 0,4 % en 2015).

La progression du RDB de 1,7 point est imputable aux revenus nets d'activité (contribution de + 1,2 point) et aux prestations sociales en espèces (+ 0,6 point), tandis que la contribution des revenus du patrimoine est nulle. Les impôts courants (− 0,2 point) pèsent à la baisse sur le RDB comme les années précédentes.

Les salaires nets perçus par les ménages progressent plus vite qu'en 2015 (+ 1,9 % après + 1,4 %) en raison de la meilleure tenue de l'emploi salarié (+ 0,7 % après + 0,3 % en 2015) et d'une croissance du salaire moyen par tête (+ 1,2 %) proche de celle de 2015 (+ 1,1 %). Après avoir chuté de 15 % entre 2008 et 2014, le revenu mixte net des entrepreneurs individuels progresse pour la deuxième année consécutive (+ 2,5 % en 2015 et 2016) dans un contexte où leurs cotisations sociales baissent (− 0,6 % après − 1,6 % en 2015).

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages accélèrent légèrement (+ 1,8 %) après quatre années de ralentissement. Les dépenses d'indemnisation du chômage continuent de croître sous l'effet notamment d'une hausse du taux de couverture par l'assurance chômage. En revanche, les prestations familiales se replient, sous l'effet d'une baisse de la natalité et de la fin de la montée en charge de la modulation des allocations familiales en fonction des revenus mise en place en 2015. Le gel des pensions de retraites contient la progression des prestations vieillesse alors que la progression des dépenses d'assurance maladie respecte l'objectif national fixé pour 2016 (+ 1,8 %).

La stabilité des revenus du patrimoine des ménages est le résultat de deux évolutions contraires : les loyers (réels et imputés) reçus par les ménages progressent au même rythme qu'en 2015 (+ 2,1 % après + 2,2 % en 2015) alors que les revenus nets de la propriété chutent de 3,2 % (après − 2,5 % en 2015). Cette baisse tient essentiellement à la forte diminution (pour la troisième année d'affilée) des revenus tirés de leurs placements en assurance-vie (− 6,5 %). Les dividendes perçus par les ménages sont stables (− 0,3 %), alors que les intérêts reçus et versés par les ménages se replient sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt.

Après avoir fortement augmenté en 2012 (+ 9,0 %), les impôts courants sur le revenu et le patrimoine poursuivent leur ralentissement (+ 1,1 % après + 1,7 % en 2015 et 2014, + 4,9 % en 2013).

Alors que les ménages voient leur revenu disponible brut croître de 1,7 %, leurs dépenses de consommation finale augmentent de 2,2 % en valeur. Le taux d'épargne fléchit nettement ces deux dernières années (− 0,5 point en 2015 et − 0,4 point en 2016) pour s'établir à 13,9 %, son plus bas niveau depuis 1990.

L'investissement des ménages (essentiellement en logement) est dynamique (+ 3,1 %) après quatre années de baisse, si bien que leur taux d'épargne financière baisse de 0,4 point pour s'établir à 4,6 %.

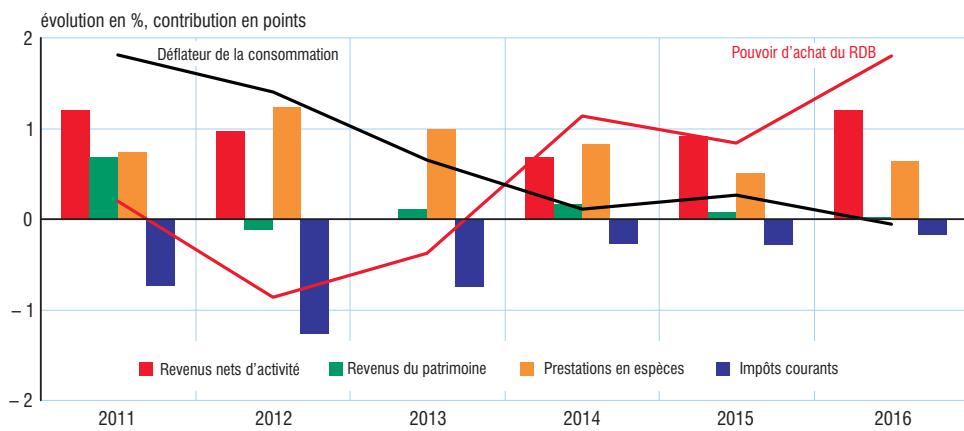
Le revenu disponible brut des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ceux-ci disposent. En effet, au-delà de leurs dépenses de consommation, les ménages consomment également des biens et services dont le coût est pris en charge par la collectivité : éducation, santé, allocations logement, etc. Le **revenu disponible ajusté des ménages**, qui englobe ces dépenses, progresse en 2016 à un rythme similaire au revenu disponible brut après avoir été systématiquement plus dynamique de 2008 à 2015. Les transferts sociaux en nature augmentent en effet moins vite (+ 1,4 %) que ces dernières années, la progression étant toutefois plus forte pour la partie marchande (+ 2,3 %) que non marchande (+ 0,8 %). ■

Définitions

Revenu disponible ajusté des ménages : il est égal au revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature, contreparties des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Revenu et épargne des ménages 3

1. Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages



Champ : France.

Source : Insee, *comptes nationaux*, base 2010.

2. Revenu disponible brut des ménages

	En milliards d'euros		Évolutions						
	2016	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	
Rémunération des salariés	1 179,0	2,7	2,9	2,2	1,5	1,7	1,3	1,8	
Salaires et traitements bruts	862,1	2,9	2,3	2,0	1,2	1,4	1,5	2,0	
Cotisations employeurs	316,9	2,3	4,5	2,8	2,4	2,6	0,7	1,2	
Revenu mixte brut	121,9	1,8	0,0	0,3	-3,1	0,9	1,4	1,8	
Excédent brut d'exploitation	179,8	0,0	3,6	1,7	0,5	1,4	2,2	2,1	
Revenus nets de la propriété	104,0	2,5	2,8	-3,7	0,5	-0,1	-2,5	-3,2	
<i>dont consommation finale de Sifim¹</i>	6,0	40,1	18,1	-64,8	-13,5	-11,4	26,1	-11,5	
Revenus primaires	1 584,8	2,3	2,7	1,6	0,9	1,5	1,1	1,5	
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	218,7	2,5	5,4	9,0	4,9	1,7	1,7	1,1	
Cotisations	471,2	2,3	3,3	3,2	3,1	2,8	1,0	1,5	
<i>dont cotisations salariales obligatoires</i>	96,7	1,4	3,5	3,3	5,3	3,4	2,8	3,2	
Prestations sociales en espèces	484,6	3,1	2,3	3,8	2,9	2,4	1,5	1,8	
Transferts divers nets reçus	-2,5	-53,2	-7,3	-135,3	76,0	113,6	53	-31,4	
Revenu disponible brut	1 377,0	2,4	2,0	0,5	0,3	1,3	1,1	1,7	
Transferts sociaux en nature	390,4	3,2	2,1	2,2	2,1	2,4	1,7	1,4	
Revenu disponible brut ajusté	1 767,4	2,6	2,0	0,9	0,7	1,5	1,2	1,7	
Consommation effective des ménages	1 576,5	3,0	2,2	1,4	1,4	1,2	1,7	2,0	
Épargne brute	190,9	-0,4	0,7	-2,9	-4,5	3,8	-2,2	-1,0	
Formation brute de capital fixe	121,6	2,9	3,6	-0,6	-1,0	-1,0	-0,8	3,1	
Impôts en capital	12,4	3,7	12,0	4,6	5,8	8,1	18,7	0,3	
Autres opérations	6,8	-9,4	7,6	-14,5	-2,4	-6,7	-2,8	35,7	
Capacité de financement	63,7	-5,7	-3,8	-8,1	-11,3	11,2	-7,3	-5,6	

1. Services d'intermédiation financière mesurés.

Champ : France. Source : Insee, *comptes nationaux*, base 2010.

3. Principaux ratios

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Rémunération nette / RDB - avant impôts	47,9	47,8	48,0	47,9	47,8	47,9	48,0
Excédent brut d'exploitation / RDB - avant impôts	11,0	11,1	11,1	11,1	11,1	11,2	11,3
Revenu mixte / RDB - avant impôts	8,3	8,1	8,0	7,6	7,6	7,6	7,6
Revenus de la propriété nets / RDB - avant impôts	7,6	7,6	7,2	7,2	7,1	6,8	6,5
Prestations sociales en espèce / RDB - avant impôts	28,7	28,7	29,3	29,9	30,2	30,3	30,4
Impôts sur le revenu / RDB avant impôts	11,9	12,2	13,1	13,7	13,7	13,8	13,7
Taux d'épargne (Épargne brute / RDB)	15,8	15,6	15,1	14,3	14,7	14,2	13,9
Taux d'épargne ajustée (Épargne brute / RDBA)	12,4	12,3	11,8	11,2	11,5	11,1	10,8
Taux d'épargne financière (capacité de financement / RDB)	6,5	6,1	5,6	5,0	5,4	5,0	4,6

Champ : France.

Source : Insee, *comptes nationaux*, base 2010.